

## CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

### Tous risques chantier



Pouvoir adjudicateur (acheteur) :	<b>Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères</b> Représentant du pouvoir adjudicateur : Direction des immeubles et de la logistique 57 Boulevard des Invalides 75007 Paris		
Objet de la consultation :	Assurance « tous risques chantier » pour les besoins de l'opération de réhabilitation et extension de l'Aile des Archives du Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères.		
Opération concernée : (Désignation et adresse)	<b>Réhabilitation et d'extension de l'Aile des Archives (ERA)</b> Site du Quai d'Orsay - siège du ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères (MEAE) 37 Quai d'Orsay - 75007 PARIS		
Description succincte de l'opération :	<ul style="list-style-type: none"><li>▪ Regroupement fonctionnel et amélioration des liaisons entre les bâtiments ;</li><li>▪ Adaptation aux nouveaux modes de travail et aux outils techniques ;</li><li>▪ Création de services communs destinés à l'ensemble des personnels du site,</li><li>▪ Création d'un parc de stationnement et d'un restaurant administratif,</li><li>▪ Augmentation des surfaces disponibles par approfondissement et surélévation des ailes, ainsi que création d'un bâtiment verrier en fond de perspective.</li><li>▪ Amélioration des contraintes de sûreté, mise en sécurité incendie et accessibilité,</li><li>▪ Amélioration des performances énergétiques et environnementales, Valorisation patrimoniale.</li></ul>		
Date prévisionnelle d'ouverture du chantier :	Juin 2025	Durée prévisionnelle :	50 mois dont 2 mois de préparation
Montant de l'opération :	<b>90 000 000 € TTC / 75 000 000 € HT</b> <u>(travaux et honoraires)</u> – estimation avant attribution des marchés de travaux		
Un dossier technique complet est joint en annexe du présent cahier des clauses particulières accompagné d'une annexe de présentation de l'opération et d'une fiche de synthèse couts et intervenants.			

## Table des matières

Table des matières.....	2
Article 1 – DISPOSITIONS GENERALES .....	3
Article 2 – DEFINITIONS .....	3
Article 3 – GARANTIES ACCORDEES .....	3
3.1 – GARANTIE A : TOUS RISQUES CHANTIER .....	3
3.1.1 – Biens assurés.....	3
3.1.2 – Garanties accordées .....	4
3.1.3 – Exclusions.....	5
3.2 – Prestation supplémentaires n°2 à réponse obligatoire : GARANTIE B : RESPONSABILITE CIVILE MAITRE D’OUVRAGE .....	6
Article 4 – MONTANT DES GARANTIES ET FRANCHISES .....	7
4.1 – Tous risques chantier .....	7
4.2 – R.C. maitre d’ouvrage (PSE n°2).....	7
4.3 – Recours contre les tiers responsables du sinistre.....	7
Article 5 – DISPOSITIONS SPECIFIQUES DU CONTRAT .....	8
5.1 – DISPOSITIONS SPECIFIQUES A LA GARANTIE TOUS RISQUES CHANTIER.....	8
5.2 – DISPOSITIONS SPECIFIQUES A LA GARANTIE R.C. MAITRE D’OUVRAGE .....	9
Article 6 – AUTRES DISPOSITIONS PARTICULIERES .....	10
Article 7 – DESIGNATION DE SOUS-TRAITANTS .....	11
Article 8 – MODALITES DE FACTURATION ET DE PAIEMENT .....	12
8.1    Unité monétaire.....	12
8.2    Présentation des demandes de paiement.....	12
Article 9 – DELAI DE PAIEMENT .....	13
9.1    Coordonnées bancaires du titulaire – RIB .....	13
9.2    Nantissement – cession de créances .....	13
9.3    Comptable assignataire .....	13
Article 10 – PENALITES.....	13
10.1 – PENALITES POUR RETARD .....	13
10.2 – PENALITES POUR AUTRES ENGAGEMENTS.....	13
Article 11 – MODIFICATION DES COORDONNEES .....	13

## Article 1 – DISPOSITIONS GENERALES

Le souscripteur (acheteur) souhaite l'établissement de couverture d'assurances construction pour l'opération ci-avant.

L'ensemble des dispositions du présent cahier des clauses particulières constitue les conventions particulières du contrat d'assurances. **Ces dispositions dérogent à toutes les conditions d'assurance (générales, particulières, spéciales...) émises par l'assureur dans le cadre du présent marché et s'appliqueront par conséquent en priorité.**

Toutefois, dans le cas où les conditions de l'assureur comporteraient des dispositions plus favorables aux intérêts de l'assuré, leur application reprendrait un caractère prioritaire.

## Article 2 – DEFINITIONS

### Assuré :

#### **Au titre de la garantie Tous risques chantier :**

Le souscripteur et l'ensemble des intervenants à la réalisation du chantier pour autant que les montants de leurs prestations et / ou fournitures soient inclus dans l'assiette de cotisation : architectes, maîtres d'œuvre, bureaux d'études et de contrôles, ingénieurs, entreprises et sous-traitants de tous rangs, ainsi que les fabricants et fournisseurs divers dans la mesure où ils interviennent sur le chantier, etc.

Les entreprises de gardiennage ne sont pas assurées.

**Au titre de la prestation supplémentaire éventuelle (PSE n°2) responsabilité civile (RC) maître d'ouvrage :** le maître d'ouvrage.

### Existants :

- Les parties anciennes d'une construction existant avant l'ouverture du chantier et sur, sous ou dans laquelle sont effectués les travaux et appartenant au maître d'ouvrage lors de la prise d'effet des garanties ou destinées à devenir sa propriété pendant la période de validité des garanties.
- Les constructions contiguës, mitoyennes ou voisines de l'opération de construction qui, existant avant l'ouverture du chantier et appartenant au maître d'ouvrage, font également l'objet de travaux.

## Article 3 – GARANTIES ACCORDEES

### **3.1 – GARANTIE A : TOUS RISQUES CHANTIER**

#### **3.1.1 – Biens assurés**

Les biens suivants se trouvant sur le site du chantier qui appartiennent à l'assuré ou dont celui-ci a la possession, la garde ou la détention (sous réserve d'intégration de leur valeur dans l'assiette de cotisation) :

Les travaux de toutes natures, y compris les travaux préparatoires,

Les ouvrages, ou parties d'ouvrage objet de l'opération,

Les ouvrages provisoires prévus aux marchés de travaux et nécessaires à leur exécution,

Les matériaux, fournitures et éléments d'équipements déchargés ou en déchargement sur le site du chantier et destinés à être incorporés à l'ouvrage,

Les matériels de chantier suivants : échafaudages, cintres, étais exclusivement,

Les plans et dessins sur informatique ou non,

Les matériels et équipements déchargés et destinés à être installés de façon permanente.

### 3.1.2 – Garanties accordées

#### 3.1.2.1 : Garanties de base :

La garantie s'applique à tous les dommages matériels atteignant les biens assurés se trouvant sur le chantier. Sont ainsi garantis les dommages causés par, notamment :

- Le dégât des eaux, le vol, l'incendie et l'explosion,
- Les événements naturels constitutifs ou non d'une catastrophe naturelle,
- Les grèves, émeutes et attentats,
- L'effondrement ou la menace grave et imminente d'effondrement total ou partiel des ouvrages,
- Les erreurs de conception, de calcul, de plan ou d'atelier, de fabrication, de stockage et/ou de mise en œuvre,
- Les vices de matière, des matériaux ou des matières premières.

Outre la réparation des dommages matériels, elle prend également en charge :

- Les frais engagés en urgence en vue d'éviter ou de limiter la survenance de dommages complémentaires consécutifs dès lors que ces frais ne résultent pas de la carence d'un intervenant à se conformer à ses obligations ;
- Les frais de déblaiement, démolition, déplacement et remplacement, pompage, séchage, dévasement, nettoyage, retirement, démontage... sans que cette liste soit limitative ;
- Les frais de transport et de manutention des biens sinistrés et des biens les remplaçant ;
- Les frais supplémentaires de location de matériels déjà loués, rendus nécessaires par le retard causé par le sinistre ;
- Les frais et honoraires des hommes et femmes de l'art (architectes, ingénieurs conseils...) chargés des études indispensables à la constatation et à la réparation des biens sinistrés ;
- Les frais et honoraires de l'expert que l'assuré aura lui-même choisi pour défendre ses intérêts lors de l'expertise devant fixer les modalités de réparations et le montant de l'indemnité due en suite du sinistre garanti.

#### 3.1.2.2 : Garanties complémentaires :

##### 3.1.2.2.1 - Prestation supplémentaires n°3 à réponse facultative : Dommages survenus pendant la période de maintenance pour une durée de 12 mois à compter de la réception

Les garanties de l'article 3.1.2.1 sont étendues aux dommages matériels atteignant les biens assurés et qui sont imputables à un assuré (le maître d'ouvrage ou ses représentants n'ont pas la qualité d'assuré sur cette garantie) lorsqu'il revient sur le site pour l'accomplissement des seules obligations contractuelles suivantes : visites de contrôle, d'entretien ou de réparation, mises au point, finitions et rectifications, levées de réserves.

**En complément des exclusions formulées à l'article 3.1.3 ci-après, ne sont pas garantis les dommages :**

- atteignant les biens assurés et résultant d'incendie, de la foudre ou d'une explosion ;
- les dommages à l'ouvrage de la nature de ceux dont sont responsables les constructeurs au titre de l'article 1792 et suivants et 1792-4-1 du code civil.
- liés à l'occupation des locaux, et/ou à l'exploitation des biens par le souscripteur ou toute autre personne.

##### 3.1.2.2.2 - Dommages causés aux existants :

La garantie est étendue aux dommages matériels causés aux existants du fait des travaux, à l'exclusion de l'incendie, de l'explosion ou du dégât de eaux, étant entendu que les existants ne font pas l'objet d'une couverture souscrite par ailleurs (l'Etat étant son propre assureur).

**Prestation supplémentaires n°1 à réponse obligatoire :** La garantie des dommages aux existants est étendue à l'incendie, à l'explosion ou au dégât de eaux.

### **3.1.3 – Exclusions**

#### **Sont seuls exclus :**

3.1.3.1 - Les dommages résultant :

- Du fait intentionnel, d'un dol, d'une faute lourde du souscripteur ;
- Les dommages résultant de recherches expérimentales ;
- Des effets du défaut d'entretien ou de l'usage anormal ;
- De faits de guerre civile ou étrangère (les dommages résultant d'engins ou de munitions enfouis ou cachés sont toutefois garantis- ex : résidus de la guerre) ;
- Des effets directs ou indirects d'explosion, de dégagement de chaleur, d'irradiations provenant de transmutations de noyaux d'atome ou de radioactivité, ainsi que des effets de radiations provoquées par l'accélération artificielle de particules.

Ainsi que :

- Les astreintes et pénalités de retard ;
- Les amendes pénales et fiscales, les sanctions pénales comme celles mises à la charge des personnes morales en vertu des articles 121-2 et suivants du code pénal, et tous les dommages qui leur sont consécutifs.

3.1.3.2 – Les dommages survenus antérieurement à la date de prise d'effet du contrat et dont le souscripteur avait connaissance.

3.1.3.3 – Les conséquences de tout fait ou évènement susceptible de mettre en jeu les garanties lorsque ces faits ou évènement étaient connus du souscripteur avant la date d'effet du contrat.

3.1.3.4 – Les dommages dus à l'usure, la corrosion, l'oxydation, au vieillissement, à l'altération de substance, étant entendu que restent garantis :

- o Les dommages extérieurs à la partie directement atteinte par ledit phénomène progressif qui en est à l'origine ;
- o Les dommages, même directs, consécutifs à un évènement fortuit et soudain.

3.1.3.5 – Les dommages résultant de réparations de fortune ou provisoires (sauf celles rendues nécessaires pour poursuivre le chantier, après sinistre).

3.1.3.6 – Les dommages subis par les ouvrages ayant motivé des réserves du Maître d'œuvre, du Maître d'ouvrage ou d'un bureau de contrôle si le sinistre trouve son origine directe dans la cause de ces réserves, tant que celles-ci n'auront pas été levées, si les intéressés n'ont pas apporté la diligence nécessaire, à dire d'expert, pour réaliser les actions permettant la levée des réserves.

3.1.3.7 – Les dommages survenant au-delà d'un arrêt total de travaux non déclaré (non prévu au planning) supérieur à 30 jours, sous réserve des dispositions prévues à l'article 5.6 ci-après.

3.1.3.8 - Les pertes ou manquants constatés à l'occasion d'un inventaire.

3.1.3.9 - les dommages résultant de la responsabilité décennale d'un constructeur (articles 1792 et s du code civil).

3.1.3.10 - Les dommages causés aux voiries et réseaux divers ayant pour origine le trafic des engins et véhicules destinés à la construction de l'ouvrage.

#### 3.1.3.11 - Les frais :

- de remplacement ou de réparation des pieux ou des éléments de parois
  - a. qui se sont déplacés, désalignés ou coincés pendant leur mise en place,
  - b. qui sont devenus inutilisables, ont été abandonnés ou endommagés au cours du battage ou du retrait,
  - c. qui ne sont plus utilisables du fait que l'appareil de forage ou la colonne d'exploitation sont restés coincés ou ont subi des dommages ;
- de réparation des palplanches disjointes ou mal jointes ;
- d'élimination des fuites ou des infiltrations de matériau de toute sorte ;
- de remplissage des espaces vides et de réparation des fuites de bentonite ;
- engagés du fait que les pieux ou les éléments de fondation n'ont pas résisté à l'essai de portance ou n'ont pas atteint la force portante nécessaire ;
- de rétablissement des profils ou des dimensions.

La garantie reste acquise aux pertes et dommages causés par les risques naturels.

#### 3.1.3.12 - Les dommages de nature esthétique tels que tags, rayures, ébréchures ou écaillages.

#### 3.1.3.13 - Les dommages à caractère répétitif, lorsque le souscripteur n'a pas pris les mesures nécessaires pour en éviter le renouvellement.

#### 3.1.3.14 - Les dépenses engagées pour le rabattement des nappes d'eau ou l'épuisement de l'eau, ainsi que les pertes ou dommages causés par une défaillance des moyens de pompage assurant l'évacuation ou le rabattement des eaux, dès lors que ces dommages auraient pu être évités grâce à du matériel de réserve suffisant. Par matériel de réserve suffisant, il faut entendre un secours à 100 % des moyens de pompes prévus à l'origine.

#### 3.1.3.15 - Les frais d'injection supplémentaires même s'il est découvert au cours de la réalisation de l'opération que ces travaux d'injection s'avèrent nécessaires.

#### 3.1.3.16 - Les dommages résultant d'économies manifestement abusives imposées aux constructeurs dans le choix des matériaux ou des procédés de construction qui sont à l'origine des dommages.

### **3.2 – Prestation supplémentaires n°2 à réponse obligatoire : GARANTIE B : RESPONSABILITE CIVILE MAITRE D'OUVRAGE**

La garantie est étendue aux conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant être encourues par l'assuré et découlant de son activité de maître d'ouvrage de l'opération de construction assurée, quand des dommages corporels, matériels, immatériels (consécutifs ou non) sont causés à des tiers. Cette garantie est accordée quel que soit le fondement juridique sur lequel la responsabilité est recherchée.

Il faut entendre par maîtrise d'ouvrage toute mission administrative, juridique, financière, fiscale, comptable ou commerciale pouvant être assumée, totalement ou partiellement, par l'assuré dans le cadre de la réalisation de l'opération de construction.

Cette garantie s'exerce également en cas d'atteintes accidentelles à l'environnement et de dommages aux avoisinants. Il n'est pas fait d'exclusion pour les dommages causés par l'amiante.



**Les franchises ne sont pas indexées.****4.1 – Tous risques chantier**

Le montant de garantie de base (TRC) est : coût total TTC définitif de l'opération (travaux et honoraires) épuisable sur la durée de la garantie et reconstituable tel qu'indiqué à l'article 5.1.3 ci-après.

Les garanties suivantes sont plafonnées par sinistre :

- Frais de déblais : 20 % du montant du sinistre dans la limite de 3 000.000 € épuisable
- Mesures conservatoires / Périls imminents : 2.000.000 € épuisable
- Frais de transport accéléré et frais supplémentaires de travail en heures supplémentaires : 1.000.000 €
- Frais d'honoraires d'expert assuré : 300.000 € épuisable
- Honoraires des « hommes » de l'art : 500.000 € épuisable

Il est fait application d'une **franchise générale de 50.000 €**

La **garantie des existants est accordée à hauteur de 5.000.000 € par sinistre**, avec une limitation de 10 000 000 € pour la durée de l'opération en cas d'incendie ou d'exposition (si PSE n°1 souscrite).

Il est fait application d'une franchise de **50 000 € pour les dommages aux existants, portée à 250 000 € en cas d'incendie ou d'explosion (si PSE n°1 souscrite).**

**4.2 – R.C. maître d'ouvrage (PSE n°2)**

Il est demandé une garantie proposant les montants suivants :

Garanties	Montant des garanties	Montant des franchises
<b>Tous dommages corporels, matériels et immatériels confondus :</b>	10.000.000 € pour la durée de l'opération	Néant
Dont :		
- Dommages matériels et immatériels consécutifs (y compris dommages aux avoisinants)	5.000.000 € par sinistre	5.000 €
- Dommages immatériels non consécutifs	1.000.000 € par sinistre	
- Atteintes accidentelles à l'environnement	750.000 € par sinistre	
- Dommages liés à l'amiante	250.000 €	5.000 €
<b>Défense et recours / honoraires d'expert</b>	100.000 €	Néant

**4.3 – Recours contre les tiers responsables du sinistre**

Le titulaire s'engage à effectuer le recours à l'encontre de tout tiers responsable du sinistre y compris si le montant des dommages est inférieur à la franchise (recours amiable dans ce dernier cas).

## 5.1 – DISPOSITIONS SPECIFIQUES A LA GARANTIE TOUS RISQUES CHANTIER

**5.1.1** - Il est convenu que l'assureur renonce à l'application de la règle proportionnelle résultant des dispositions de l'article L. 121-5 du code des assurances dans la mesure où l'assuré s'engage à déclarer le coût définitif des travaux et à régler le complément de cotisation qui en résulte.

Une évolution du montant de l'opération (montant prévisionnel par rapport au montant définitif) supérieure à 20 % ne peut être constitutive d'une aggravation du risque et donner lieu à une modification des taux de cotisations proposés (une régularisation de la cotisation restera effectuée).

**5.1.2** - Les indemnités sont versées **hors taxes** (sauf choix contraire du souscripteur à la notification). Cependant, si le sinistre doit faire l'objet d'un nouveau marché avec une entreprise pour lequel l'Etat doit régler la TVA, le sinistre pourra être réglé T.T.C. sous réserve d'intégration de la TVA dans l'assiette de cotisation *a posteriori* et de la régularisation de la cotisation complémentaire correspondante.

**5.1.3** - Les montants de garantie pourront être reconstitués sur demande du souscripteur ou de toute autre personne ayant un intérêt à la conservation de la construction adressée par lettre recommandée à l'assureur, sous condition du versement d'un complément de cotisation dont le montant sera fixé d'un commun accord entre les parties. Cette reconstitution pourra être accordée uniquement si elle est demandée au plus tard dans un délai d'un mois suivant la date de versement de l'indemnité ou de la dernière fraction d'indemnité suite à sinistre.

**5.1.4** - Les garanties des articles 3.1.2.1 et 3.1.2.2 prennent effet à la date prévue par l'article 3 de l'acte d'engagement. Elles se terminent à la première des dates suivantes, et sous réserve des dispositions des articles 5.1.6 et 5.1.7 :

- mise en service,
- réception qu'elle soit tacite ou expresse (la réception partielle étant seule prise en compte en cas de réceptions multiples),
- prise de possession, même partielle, par le maître de l'ouvrage.

La garantie de maintenance prend effet à la date de réception des travaux et ce pour une durée de 12 mois.

**5.1.5** - En cas de réception échelonnée et/ou d'occupation partielle et/ou de mises en exploitation partielle, les parties réceptionnées, occupées, ou mises en exploitation, restent garanties (hors dommages d'incendie, foudre, explosion) pour les dommages occasionnés du fait et à l'occasion des travaux sur les parties d'ouvrage non encore réceptionnées et/ou non encore occupées et/ou non encore mises en exploitation et/ou mis ou non mis à disposition anticipée.

Les dommages aux ouvrages non réceptionnés et/ou non occupés et/ou non mis en exploitation et/ou mis ou non mis à disposition anticipée, demeurent garantis, quand bien même les dommages à ces ouvrages résultent d'une partie réceptionnée, et/ou occupée, et/ou mise en exploitation, y compris pour les dommages d'incendie, foudre, explosion.

Lorsque les dommages résultent d'une partie réceptionnée, occupée ou mise en exploitation, l'assureur conserve son droit d'introduire un recours contre les responsables des dommages et leurs assureurs (sauf dans le cas où il existerait, dans un contrat multirisques mis en place pour couvrir les parties réceptionnées, occupées ou mises en exploitation, ou dans un contrat TRC mis en place pour couvrir les éventuels travaux d'aménagement ou d'installations, une renonciation à recours contre les assurés du présent contrat TRC et leurs assureurs).

5.1.5.1 - En cas de mises à disposition anticipées de zones de chantier à tous tiers (preneurs, locataires, utilisateurs...) pour la réalisation des travaux ou aménagements afférents, les biens assurés restent couverts, y compris pour les dommages d'incendie, foudre, explosion, y compris pour les zones mises à disposition de manière anticipée et ce, jusqu'à la date de réception de l'ouvrage.



La mise à disposition anticipée n'entraîne pas réception, occupation ou mise en exploitation des biens assurés.

Les dommages aux ouvrages non réceptionnés et/ou non occupés et/ou non mis en exploitation et/ou mis ou non mis à disposition anticipée, demeurent garantis, quand bien même les dommages à ces ouvrages résultent d'une partie réceptionnée, et/ou occupée, et/ou mise en exploitation et/ou des travaux réalisés dans les zones mises à disposition de manière anticipée, y compris pour les dommages d'incendie, foudre, explosion.

Lorsque les dommages résultent d'une partie réceptionnée, occupée ou mise en exploitation ou des « travaux preneurs, locataires, utilisateurs... » réalisés dans les zones mises à disposition de manière anticipée, l'assureur conserve son droit d'effectuer un recours contre les responsables des dommages et leurs assureurs (sauf dans le cas où il existerait, dans un contrat Multirisques mis en place pour couvrir les parties réceptionnées, occupées ou mises en exploitation ou dans un contrat « Tous Risques Chantier » mis en place pour couvrir les travaux objets de la mise à disposition anticipée, une renonciation à recours contre les assurés du présent contrat TRC et leurs assureurs).

**5.1.6 - Tout arrêt du chantier supérieur à 30 jours consécutifs devra être déclaré à l'assureur** en lui précisant les raisons de cet arrêt, l'état d'avancement de l'opération de construction, les mesures prises ou à prendre et les protections exécutées ou à exécuter pour éviter les désordres ou dégradations à la construction du fait de l'arrêt des travaux, ainsi que la date de reprise d'activité du chantier.

5.1.6.1 - En cas d'arrêt total et définitif, le présent contrat sera résilié, cette résiliation ne donnant lieu à aucune indemnité. La cotisation définitive due au titulaire résultera de l'application du taux de cotisation prévu au marché sur la valeur des travaux effectivement exécutés à la date de l'arrêt définitif.

5.1.6.2 - En cas d'arrêt de plus de 90 jours consécutifs, un accord entre les parties devra intervenir pour le maintien du contrat moyennant une majoration de la cotisation. A défaut, le contrat sera résilié dans les conditions de l'arrêt total et définitif ci-avant.

**5.1.7 - L'assureur accepte une prolongation de 60 jours par rapport à la durée initiale sans perception de cotisation complémentaire.** Entre 60 et 120 jours, une cotisation complémentaire sera exigible (prorata de la cotisation totale selon le nombre de jours de dépassement du délai prévu initialement à compter du 61<sup>ème</sup>). Au-delà de 120 jours, un accord entre les parties devra intervenir pour le maintien du contrat moyennant une majoration de la cotisation.

**5.1.8 - Les sinistres intervenus après la mise en place du marché d'assurance objet du présent cahier des clauses particulières, mais trouvant leur origine antérieurement à la cette date, seront garantis dès l'instant où le souscripteur en ignorait l'existence.**

5.1.8.1 - Le titulaire s'engage à prendre en charge tout sinistre qui surviendrait entre la date de réception par le titulaire pressenti du courrier de demande de pièces administratives et la date de prise d'effet de la garantie, et ce pour tenir compte des délais de notification du marché.

**5.1.9 - Les garanties s'appliqueront sans recours à l'égard des différents intervenants à la construction (assurés) et leurs assureurs.** Cette renonciation à recours justifie l'existence de cette couverture. Un recours restera possible à l'encontre des fournisseurs n'intervenant pas sur le chantier après préfinancement des dommages.

**5.1.10 - L'assureur pourra régler directement l'entreprise assurée du montant des travaux de réparation du sinistre.**

**5.1.11 - Pour les dommages aux existants, l'indemnisation du sinistre se fera sur la base de la valeur de reconstruction ou de remplacement à neuf à la date du sinistre, vétusté déduite, et dans la limite du montant assuré.**

## **5.2 – DISPOSITIONS SPECIFIQUES A LA GARANTIE R.C. MAITRE D'OUVRAGE**

**Ces dispositions sont applicables uniquement si la PSE n°2 est retenue.**

**5.2.1** - La garantie s'applique selon le régime de la réclamation et conformément aux dispositions de la loi n° 2003-706 du 1<sup>er</sup> août 2003. **La garantie subséquente est accordée pour 10 ans.**

**5.2.2** - L'assureur est réputé avoir une connaissance des risques couverts et des activités du souscripteur. A ce titre il peut poser l'ensemble des questions utiles à l'appréciation des risques. L'assureur renonce à appliquer toutes règles proportionnelles du fait notamment d'un éventuel manque d'information.

**5.2.3** - Les garanties s'appliquent à la responsabilité qui pourrait incomber au souscripteur en sa qualité d'organisateur de manifestations, expositions, visites de chantier, etc.

**5.2.4** - La garantie pollution / atteinte à l'environnement comprend la réparation des dommages causés accidentellement aux tiers, mais aussi à l'atmosphère, à l'eau, sols, paysages, sites naturels, à la biodiversité et à l'interaction entre ces éléments.

5.2.4.1 - La garantie s'étend également :

- aux frais de dépollution des sols et eaux résultant d'une atteinte à l'environnement survenant tant dans l'enceinte des sites de l'assuré qu'à l'extérieur de ceux-ci, exposés en l'absence de réclamation de tiers, soit sur injonction des pouvoirs publics, soit en accord avec l'assureur ;
- aux frais de dépollution des biens (mobiliers ou immobiliers) appartenant à l'assuré ou utilisés par lui ;
- aux frais indispensables à la prévention d'un risque imminent de pollution accidentelle.

Chacune de ces garanties est accordée dans la limite de 20 % du plafond figurant au tableau des garanties.

**5.2.5** - La garantie prend en compte les dommages aux avoisinants).

## Article 6 – AUTRES DISPOSITIONS PARTICULIERES

**6.1** - Les offres devront tenir compte des seules exigences particulières suivantes :

- La déclaration à l'assureur du coût total de la construction soumis à garanties doit intervenir dans le mois suivant l'arrêt des comptes définitifs de la construction.
- Dans tous les cas cette déclaration doit intervenir dans un délai de **18** mois à compter de la date de réception des travaux.

**6.2** - Les cotisations seront déterminées comme suit :

- À la souscription du ou des contrats, une cotisation provisionnelle sera émise dont le calcul sera déterminé en prenant pour base le montant estimatif du coût de la construction multiplié par le taux hors taxes défini par l'assureur retenu et augmenté des taxes légales.
- Une cotisation définitive après la déclaration du coût final de la construction dans les délais indiqués à l'article 6.1.

**6.3** - L'assureur renonce à résilier le contrat après sinistre.

**6.4** - Aucune sanction ou pénalité ne peut être applicable en cas de non-respect par l'assuré d'une obligation de transmission de pièces si le titulaire du marché ne peut prouver qu'il a effectué une relance préalable.

## Article 7 – DESIGNATION DE SOUS-TRAITANTS

Les dispositions du Code de la commande publique relatives à la sous-traitance dans les marchés publics (articles L. 2193-1 et suivants, R. 2193-1 et suivants) sont applicables.

Il est précisé par ailleurs que :

- Conformément à l'article L. 2193-7 du Code de la commande publique, le titulaire principal est tenu de communiquer le ou les contrats de sous-traitance au représentant du maître d'ouvrage lorsque celui-ci en fait la demande.
- Dans l'éventualité où un sous-traitant confierait à un autre sous-traitant l'exécution d'une partie du marché dont il est chargé, le représentant du maître d'ouvrage n'acceptera pas la mise en place d'une délégation de paiement et exigera du sous-traitant dit de 1er rang la constitution d'une caution au bénéfice de son sous-traitant.

En cours d'exécution du contrat, le délai de communication du ou des contrats de sous-traitance par le titulaire au représentant du maître d'ouvrage est fixé à 21 jours calendaires à compter de la réception de la demande (en lettre recommandée avec accusé de réception) par le titulaire

**NB : Le modèle de déclaration de sous-traitance (formulaire DC4) joint au présent dossier de consultation, devra être utilisé et respecté par le titulaire du marché public.**

### Défaillance d'un sous-traitant :

En cas de défaillance d'un sous-traitant, le titulaire est tenu de présenter immédiatement une autre entreprise à l'agrément du maître d'ouvrage afin que le marché ne souffre d'aucun retard, et ceci, sans augmentation du prix.

Pendant cette période, le délai contractuel de réalisation des prestations continue à courir, le titulaire ne pouvant arguer d'un retard lié à ses sous-traitants pour justifier un retard dans la réalisation des prestations.

### 8.1 Unité monétaire

L'unité monétaire appliquée au présent marché est l'euro.

### 8.2 Présentation des demandes de paiement

#### 8.2.1 Contenu des demandes de paiement

Les factures devront être dématérialisées.

Pour ce faire, le titulaire devra se référer à l'annexe « suivante, « CHORUS – factures dématérialisées » », présentes au DCE :

- livret de dématérialisation des factures dans le portail CHORUS, espace factures de travaux.

Les factures et/ou projets de décomptes mensuels et définitifs émis par le titulaire, rédigés en français, seront déposés exclusivement dans l'espace factures de travaux.

Contenu de la facture : outre les mentions légales, les factures devront préciser les mentions suivantes :

- le numéro du contrat
- la période concernée par les prestations ;
- le nom du titulaire et ses coordonnées bancaires (RIB) ;
- le rappel intégral du libellé des travaux qui lui est lié ;
- le site concerné par la facture ;
- le prix hors taxes, la taxe applicable en vigueur et le prix T.T.C ;
- la répartition des montants HT de la situation en cours par N°RE/FX (bâtiment), par taux de TVA, par mandataire/co-traitant/sous-traitant, par tranche (TF, TO... , PSE) ;
- le récapitulatif des situations précédentes doit être indiqué en HT avec la répartition de la situation en cours (voir ci-dessus) reprise dans les sous-totaux ;
- le nom du chargé d'opération ;
- le numéro de marché et le numéro d'engagement juridique (EJ) ;
- le code du service exécutant transmis ;
- les références exactes des éventuels avenants et actes spéciaux modifiant le marché initial ;
- la signature + le cachet de l'entreprise.

Le titulaire devra porter une attention toute particulière sur l'exactitude du libellé et le contenu exacts du contenu de ses susmentionnées tel que décrit ci-dessus. Le titulaire s'expose au fait qu'elle soit rejetée de l'espace factures de travaux et non réglée.

La facture sera également rejetée si elle est déposée sur l'espace « factures émises », qui correspond à l'espace de dépôt des factures non issues d'un marché public.

Le délai de paiement est de 30 jours à compter de la réception de la demande de paiement.

Le taux applicable en cas de retard de paiement est le taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, due pour tout retard de paiement, en sus des intérêts moratoires est fixé à 40 euros.

### 9.1 Coordonnées bancaires du titulaire – RIB

En cas de modification des coordonnées bancaires en cours d'exécution du marché, le titulaire, ses cotraitants et sous-traitants doivent impérativement, dans les plus brefs délais, notifier ce changement au service en charge du suivi du marché.

### 9.2 Nantissement – cession de créances

Il est remis à la demande du maître d'œuvre une copie de l'original de l'acte d'engagement certifié conforme et portant la mention "copie certifiée conforme à l'original délivrée en unique exemplaire pour être remise à l'établissement de crédit et en cas de cession ou de nantissement de créance consentis conformément aux dispositions des articles L. 313-23 et suivants du code monétaire et financier soit un certificat de cessibilité conforme à l'arrêté du 28 juillet 2020 fixant le modèle de certificat de cessibilité des créances issues de marchés publics.

### 9.3 Comptable assignataire

La personne habilitée à donner les renseignements prévus à la section 5 du code de la commande publique est le comptable assignataire, les cessions de créance doivent lui être notifiées à l'adresse suivante : L'Agent Comptable du maître d'ouvrage.

## Article 10 – PENALITES

En cas de non-respect des engagements pris par le titulaire il est fait application des pénalités ci-après définies.

### 10.1 – PENALITES POUR RETARD

Une pénalité de 150€ par jour de retard est appliquée lorsque l'engagement est exprimé en nombre de jours.

### 10.2 – PENALITES POUR AUTRES ENGAGEMENTS

Pour tous les autres engagements contractuels il est fait application d'une pénalité de 500€ par engagement non respecté.

## Article 11 – MODIFICATION DES COORDONNEES

Dans le délai de 10 jours à compter de la modification de ses coordonnées (changement de raison sociale, de coordonnées bancaires...) le titulaire en informe le représentant du pouvoir adjudicateur.

**Chaque changement de RIB ou SIRET doit être signalé avant l'envoi d'une nouvelle situation pour éviter les retards de paiement.**

DOCUMENT CANDIDATURE NON DEFINITIF